



Cabinet de la Ministre de la Santé,
de l'Action sociale et de
l'Égalité des Chances

M. Claude EMONTS
Président de l'Union des Villes et Communes de
Wallonie - Fédération des CPAS
Rue de l'Etoile, 14
5000 NAMUR

Correspondant : Benoît BREYNE
☎ 081/323.506
Email : benoit.breyne@gov.wallonie.be
Vos Réf : CE/ern/jmr/tph/cb/06-323
Nos Réf : CVE/DDR/A3/33341/BB-5217 /34920

939 CPAS
CPAS

Concerne : Circulaire du 16 mai 2006 relative aux demandes de dérogation à l'intensité de l'aide.

Monsieur le Président,

Votre courrier du 20 juin 2006 relatif à l'objet repris sous rubrique m'est bien parvenu et a retenu toute mon attention.

Je tiens tout d'abord à insister sur le fait que la limite d'intensité de l'aide à 200 heures par trimestre a été introduite par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 et est d'application depuis le 1^{er} janvier 1989.

Comme vous le savez, il ne s'agit donc en aucun cas d'une limite nouvelle qui serait imposée à l'ensemble des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées.

A cette limite de 200 heures par trimestre, l'arrêté a cependant prévu une procédure dérogatoire qui, comme son nom l'indique, est exceptionnelle.

Dès le départ, les demandes de dérogation ont dû être introduites auprès de l'administration, et c'est toujours le cas actuellement.

La circulaire du 16 mai 2006 ne vise qu'à réaffirmer les principes réglementaires en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1989 et toujours d'application aujourd'hui, à savoir le caractère exceptionnel et temporaire des dérogations.



La circulaire confirme mon souci de permettre la prise en charge, à titre temporaire et exceptionnel, de personnes plus lourdement dépendantes.

C'est ainsi que j'ai pris l'initiative, par l'adoption de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, de supprimer le second plafond qui limitait de manière absolue la prise en charge à hauteur de 600 heures maximum, par bénéficiaire et par semestre, dérogations comprises.

Contrairement à ce que vous laissez entendre, je n'aperçois donc aucune contradiction entre la circulaire du 16 mai 2006 et la suppression de la limite absolue des 600 heures par semestre. Tout au contraire ces mesures sont-elles complémentaires.

Au vu de ce qui précède, vous comprendrez que je m'étonne quelque peu de la virulence de votre réaction.

Je peux en effet parfaitement concevoir que l'on puisse ne pas souscrire entièrement à tout ou partie des règles qui régissent un secteur.

Je conçois moins que l'on reproche à la Ministre en charge de ce secteur de réaffirmer les règles qui sont applicables et qui sont supposées connues de tous.

Pour rappel, la règle d'intensité vise à ce que le plus grand nombre de demandeurs d'aide situés sur le territoire de la Région wallonne puissent bénéficier des prestations d'un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées.

En effet, dès l'instant où les budgets consacrés par la Région wallonne au maintien à domicile constituent des enveloppes fermées, il convient que les moyens dégagés soient répartis de la façon la plus équitable qui soit.

Dès l'instant également où il s'agit de deniers publics, il ne me paraît pas anormal que je me préoccupe de leur utilisation et de leur destination.

En ce sens, il est inadmissible qu'en certains cas, les demandes de dérogation à l'aide intensive soient utilisées à seules fins d'organisation du service, faisant fi d'éventuels autres bénéficiaires.

L'autonomie des services ne saurait s'accommoder de l'absence totale de balises.

Pour votre information, le nombre de demandes de dérogation pour le 1^{er} trimestre 2006 se chiffre à 544 pour les services privés et à 122 pour les services publics, soit un total de 656 demandes.

Si l'on se base sur une moyenne de 60 heures de dépassement pas dérogation, cela fait 40.000 heures par trimestre, soit 160.000 heures par an. Cela correspond à +/- 2,8 % du contingent global pour le secteur.

Si, en termes relatifs, ce montant peut apparaître faible, il convient toutefois d'avoir à l'esprit qu'en termes absolus, cela correspond à un coût de 3.200.000 € (tenant compte d'une moyenne de 20 €/heure).

Vous comprendrez dès lors que je me préoccupe du bien fondé de l'utilisation de ces heures de prestations subventionnées. Cela me semble de bonne gestion.

Par ailleurs, vous faites référence dans votre courrier au protocole 3, au statut de l'aide familiale, au Contrat d'avenir ainsi qu'à mon discours du 22 septembre 2005, lesquels soulignent l'importance de la promotion d'un maintien à domicile de qualité.

Vu l'ensemble des motifs énoncés ci-avant qui justifient la circulaire du 16 mai 2006, vous constaterez que cette dernière ne remet nullement en question la volonté du Gouvernement wallon en matière de maintien à domicile.

Il faut en effet faire la distinction entre, d'une part, les moyens mis à la disposition du secteur (lesquels, vous le savez fort bien, sont considérables) et, d'autre part, l'utilisation qui en est faite.

Au surplus, l'honnêteté intellectuelle commande de ne jamais reprendre des propos d'un discours hors de leur contexte.

Si vous faisiez une lecture exhaustive de mes interventions, vous constateriez en effet que j'ai toujours souligné qu'il existait des limites au maintien à domicile.

J'ai toujours insisté sur le fait que le domicile pouvait également être le lieu de tous les dangers et qu'il convenait, dès lors, à certaines étapes de la vie d'une personne âgée, de s'interroger sur son entrée en institution.

Par ailleurs, il me paraît dangereux de transposer à l'ensemble du secteur de l'aide à domicile les conclusions de l'étude Qualidem, laquelle ne visait que les personnes démentes et que les soins à domicile.

Vous affirmez également que la circulaire du 16 mai 2006 aura comme conséquence un recours à des gardes malades non déclarées et non qualifiées.

Je tiens à ce propos à souligner que la lutte contre le travail en noir se pose à la marge des contingents d'heures dont bénéficient les services et ce, indépendamment du nombre de bénéficiaires du service et de l'intensité de l'aide déployée chez ceux-ci.

L'importance croissante des contingents dans le secteur des services agréés d'aide aux familles a en effet permis d'offrir de l'emploi à nombre de jeunes femmes.

Il convient cependant de préciser que cette croissance n'est a priori pas voulue pour pallier un problème d'emploi, mais plus fondamentalement pour répondre à la demande d'un plus grand nombre d'utilisateurs.

Vous semblez aussi craindre que la circulaire du 16 mai 2006 n'ait pour effet de créer un « *appel d'air vers les maisons de repos* » dans la mesure où « *les dérogations seront limitées* ».

A ce propos, je suis disposée à évaluer, fin 2006-début 2007, l'application de la circulaire sur la base de données objectives et d'éléments chiffrés.

Je me refuse cependant, à ce stade, à suspendre l'application de la circulaire pour des seules raisons liées à des craintes irraisonnées. Ceci d'autant que cette circulaire n'a, je le répète, pour seul objectif que de rappeler la réglementation actuellement en vigueur.

Enfin, je puis vous confirmer que je travaille actuellement à l'élaboration d'un avant-projet de décret relatif à l'aide à domicile.

Dès l'instant où le Gouvernement wallon aura marqué son accord définitif sur ce projet, il appartiendra au Parlement wallon d'en prendre connaissance et d'en débattre.


Ces débats seront l'occasion, comme vous le soulignez, d'envisager sereinement la question de la limite du maintien à domicile.

Plus globalement, les futurs débats au Parlement wallon seront également l'occasion de s'interroger sur les raisons pour lesquelles les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées, en ce compris les services du secteur public, sous-consomment de manière générale les contingents mis à leur disposition.

Il est en effet paradoxal, dès l'instant où l'on part du postulat que le vieillissement de la population est un phénomène constant, que les moyens supplémentaires considérables dégagés par le Gouvernement wallon en 2004 et 2005, soit 7.000.000 €, n'aient pas été entièrement utilisés.

En toute hypothèse, il me semble que la question de la limite au maintien à domicile ne saurait être envisagée indépendamment de ces questions.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Christiane VIENNE